

Les subsides

Vous avez sûrement remarqué, monsieur le Président, qu'il n'est question nulle part de ne pas nous départir de notre système de gestion des approvisionnements dans le cadre de ces négociations.

La brochure parle d'offices de commercialisation, mais ne dit rien de la gestion des approvisionnements. A l'instar de tous les députés, vous savez sûrement, monsieur le Président, que cela n'est pas nécessairement la même chose. A l'heure actuelle, maints offices de commercialisation ne s'occupent pas du tout de la gestion des approvisionnements.

Ainsi, il y a les offices de commercialisation des produits laitiers, produits qui se prêtent à la gestion des approvisionnements. Par contre, il y a des offices de commercialisation comme ceux qui s'occupent du tabac jaune, si c'est bien ainsi qu'on l'appelle, qui ne disposent d'aucun système de gestion des approvisionnements. Il y en a d'autres, comme dans le cas du porc, qui n'ont aucun service pour s'occuper de la gestion des approvisionnements.

La publication de cette brochure a coûté 350 000 \$. Cependant, je l'ai déjà dit, la publicité consacrée à cet effort d'information va coûter quelque 12 millions de dollars. Cet argent est dépensé, et les agriculteurs de ma circonscription ne savent pas si les conservateurs entendent négocier, brader ou abandonner le système de gestion des approvisionnements. Je le dis à la députée de Gatineau et à mes autres vis-à-vis. Ils devraient s'en préoccuper. C'est important pour le Canada tout entier.

Je voudrais parler d'un autre groupe qui s'inquiète beaucoup du libre-échange, et qui n'obtient pas satisfaction du gouvernement. Je veux parler des producteurs d'oeufs. Ils m'ont adressé de la documentation dont j'extrait l'alinéa suivant intitulé «Répercussion: 47 p. 100 des producteurs menacés» et qui se lit comme suit:

Dans le but de déterminer les répercussions du libre-échange, l'industrie avicole canadienne a comparé les coûts de production agricole au Canada avec le coût de production des oeufs américains transportés vers les principaux marchés canadiens. Les producteurs canadiens dont les coûts de production sont supérieurs à ce qu'il en coûte pour produire les oeufs américains importés sont menacés. Ceux dont les coûts de production sont égaux ou inférieurs à ceux des exportateurs américains sont capables de soutenir la concurrence.

Si on laissait entrer librement les oeufs américains sur le marché canadien, 47,5 p. 100 des producteurs canadiens, soit 930 d'entre eux, seraient menacés.

Je ne veux pas que 930 agriculteurs fassent faillite. Il est déjà bien regrettable que le gouvernement actuel ait levé le moratoire sur les saisies d'entreprises agricoles. Au cours des 12 prochains mois, 1 000 entreprises agricoles dont la Société du crédit agricole détient les hypothèques finiront par devenir la propriété du gouvernement du Canada, d'après les renseignements que la SCA a communiqués hier au comité. Etant donné ce triste état de choses, je ne veux pas voir d'autres agriculteurs en difficulté.

[Français]

Monsieur le Président, il est évident que les agriculteurs qui produisent des denrées agricoles qui dépendent actuellement de la gestion d'approvisionnement ne veulent pas que leur système de vente, de mise en marché soit donné ou autrement défait dans ces négociations sur le libre-échange.

Et c'est pourquoi il est important pour cette Chambre de se prononcer sur ce dossier. Il est important que je le porte à l'attention de tous les députés.

Monsieur le Président, je recevais en octobre 1986 un exposé de la Fédération canadienne des producteurs de lait, et je cite seulement un paragraphe de ce texte:

«La Fédération désire réitérer dans la présente déclaration sa ferme conviction que tout démantèlement ou bouleversement de l'ensemble des politiques et programmes actuels, y compris le programme de gestion des approvisionnements de lait, ne serait aucunement acceptable.»

Alors, monsieur le Président, ce n'est pas seulement moi qui y tiens à ce système-là, ce sont les producteurs eux-mêmes. Et j'invite le gouvernement, encore une fois, à préciser une fois pour toutes si leur secteur va être protégé. Je note que mon temps tire malheureusement à sa fin ou très près. J'espérerais avoir davantage de temps pour vous parler de ce dossier important aujourd'hui.

• (1620)

[Traduction]

Je voudrais vous signaler une autre situation, monsieur le Président. Les exploitants d'entreprises canadiennes de dragage n'ont pas un accès équitable aux contrats de dragage aux États-Unis ou ailleurs. La plupart des pays se sont dotés de mesures visant à protéger leurs ressortissants qui exploitent de telles entreprises, mais pas le Canada. A cause de la loi Jones et d'autres mesures en vigueur aux États-Unis, les travailleurs canadiens de ce secteur ne peuvent travailler aux États-Unis, alors que les Américains ont libre accès pour venir décrocher de nombreux contrats importants au Canada. J'invite le gouvernement du Canada à réfléchir à des situations comme celle-là. C'est bien de parler comme le font les conservateurs et de laisser entendre que nous céderons ceci ou cela aux Américains mais il est temps de nous rendre compte que nous n'avons pas le libre accès au marché américain. Il importe aux Canadiens que l'on affirme notre souveraineté et qu'ils aient l'assurance que le gouvernement et le premier ministre commencent à comprendre que les députés ne veulent pas qu'ils délapident les richesses de notre pays.

Il y a beaucoup de questions importantes à aborder dans ces négociations commerciales. Je ne suis guère satisfait de la manière dont se déroulent les événements. La population que je représente à la Chambre des communes n'est pas satisfaite non plus. Il est temps que le gouvernement commence à faire preuve de plus de maîtrise dans ce dossier.

M. O'Neil: Monsieur le Président, je suis toujours étonné de l'indignation manifestée par le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) et les autres députés de l'opposition lorsqu'ils entendent dire que les États-Unis parlent publiquement des concessions qu'ils espèrent obtenir dans ces négociations. Il me semble que cela est tout à fait prévisible et il serait très surprenant que M. Murphy, le négociateur américain, ne révèle pas les concessions qu'il désire obtenir du Canada. Ce sont les députés comme le député de Glengarry—Prescott—Russell qui viennent prêter main forte à M. Murphy par le ton de leurs déclarations à la Chambre.

Le député a mentionné le problème du dragage. Il démontre qu'il est nécessaire d'avoir un accès stable, élargi et permanent au marché américain. C'est justement ce que visent les négociations. Il n'y a pas d'entente à critiquer. Nous travaillons pour en conclure une. Donner à entendre aux agriculteurs ou à